

COMPTE-RENDU

du Secrétariat
à la Convention

Objet : Compte rendu de la réunion du 24 février 2003

1. Le cercle de discussion a entendu une présentation orale de M.Bo Vesterdorf, président du Tribunal de première instance (TPI), qui a développé ses réponses sur les questions figurant dans le cadre des travaux du cercle de discussion (à l'exception du point sur les sanctions, alinéa (f)). Il a souligné que depuis l'entrée en vigueur du traité de Nice le TPI est le juge de droit commun compétent pour connaître, en principe tous les recours directs. Il a aussi soutenu que le traité constitutionnel devra indiquer que le TPI et les chambres juridictionnelles font partie intégrante de l'institution "Cour de justice", ou alors donner au TPI une autonomie organique par rapport à la Cour. Au sujet de la création de chambres juridictionnelles, il a mis en relief la nécessité urgente de créer une pour la fonction publique et une autre pour les affaires de propriété intellectuelle. Le texte qui a servi de base à la présentation a été distribué aux membres de la Convention (CONV 575/03). Dans le d'échange de vues qui s'est suivi, il s'est déclaré - à titre personnel - plutôt favorable à une modification de l'article 230, par.4, afin que les particuliers puissent contester un acte communautaire de portée générale prétendument invalide et directement applicable (ne nécessitant pas un acte d'exécution). Il n'est pas certain qu'un tel changement se traduise par une surcharge de travail du TPI, mais une augmentation du nombre de juges pourrait se justifier.
2. Le cercle de discussion a ensuite entendu des représentants du Conseil des Barreaux de l'Union européenne (CCBE). Ont pris la parole successivement MM.Brouwer, Waelbroeck, Berrisch, Lord Brennan et M.Kahn. Dans leurs présentations, ils ont abordé les questions figurant dans le cadre des travaux du cercle. Ils ont en particulier présenté des arguments en faveur d'une

modification de l'article 230, par.4. A cet égard, ils ont soutenu (M. Waelbroeck) qu'une distinction sur la base de la nature de l'acte (actes législatifs/actes réglementaires) pourrait s'avérer un critère trop formaliste, ce qui compte sont les effets de l'acte et pas sa forme. Sur le mandat des juges, ils (M.Kahn) ont soutenu que la procédure pourrait être différente pour les membres de la Cour et pour les membres du TPI. Ils ont suggéré un mandat de 12 ans, pouvant être renouvelé et souligné l'importance d'avoir des juges ayant une expérience du barreau. Ils ont été favorables à ce que le Conseil statue à la majorité qualifiée au sujet de l'article 245 CE.

3. Le cercle a procédé ensuite à un échange de vues sur les points a) (procédure de désignation) et b) (modification éventuelle des articles 225A, 229A et 245 TCE) du cadre des travaux.
4. Concernant le point a) du cadre des travaux, les éléments suivants sont ressortis de l'échange de vues:
 - Nombre de juges: une majorité semble exister pour le maintien de la situation actuelle (un juge par Etat membre);
 - Procédure : ouverture sur l'idée que la décision soit un acte du Conseil;
 - Mandat: le cercle semble accepter l'idée que le mandat pour la Cour ne soit pas le même que pour les juges du TPI; pour ces derniers, une majorité du cercle est favorable à maintenir le système actuel d'un mandat de six ans, renouvelable;
 - Critères pour la désignation des juges: les membres sont favorables à ce que des critères objectifs soient identifiés, mais semblent accepter sur ce point aussi le texte du traité;
 - Liste de candidats: sur ce point sont plus nombreux les membres qui souhaitent le maintien de la situation actuelle (un seul candidat);
 - Comité d'évaluation: la majorité est favorable à cette idée, pourvu qu'il s'agisse d'une procédure purement consultative (et sans des auditions publiques); sur la composition du comité, il a été avancé de faire appel à des anciens présidents de la Cour; l'idée que le Parlement européen désigne un membre a aussi été proposée;
 - Sur la désignation de la Cour de justice, du Tribunal de première instance et des chambres juridictionnelles, des suggestions concrètes de modification n'ont pas été retenues à ce stade;
5. Sur le point b) du cadre des travaux (articles 225A, 229A et 245 TCE), les membres du cercle ont montré de l'ouverture à l'idée que pour les articles 225A et 229A et 245, le Conseil statue à la majorité qualifiée. Certains ont toutefois précisé que pour certaines dispositions du statut l'unanimité devrait demeurer.

6. Suivant des demandes de membres en ce sens, le Président a annoncé qu'il envisageait d'examiner à la prochaine réunion la question de la compétence de la Cour de justice pour statuer sur des mesures de l'Union relevant de la PESC et de la JAI.
 7. Le Secrétariat a été invité à préparer pour la prochaine réunion un document de travail sur les options possibles concernant une modification éventuelle de l'article 230, paragraphe 4 TCE.
 8. La prochaine réunion aura lieu le 3 mars 2003.
-